

TRADUCTION

Le 18 octobre 2007

Le très honorable Stephen Harper, C. P., député
Premier ministre du Canada
Cabinet du Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

En ma qualité de président et chef de la direction de l'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada), et au nom des 68 000 CGA et étudiants de notre association, je souhaite vous féliciter pour le discours du Trône marquant l'ouverture de la deuxième session de la 39^e législature. J'en profite pour vous transmettre nos commentaires sur deux questions que nous considérons importantes et qui ont été abordées dans le discours de mardi.

1. Commerce interprovincial

La facilitation du commerce interprovincial est une préoccupation de longue date pour CGA-Canada. Comme le gouvernement, nous croyons sans réserve que « le Canada a encore beaucoup de chemin à faire pour établir le libre-échange entre les provinces ». En outre, nous sommes d'accord avec les observations du gouvernement selon lesquelles il est plus facile aux entreprises d'une province de vendre leurs biens et services à l'étranger que dans les provinces voisines, et que cet état de choses nuit à notre compétitivité et ne correspond pas à nos attentes comme pays. Le gouvernement n'aurait pas pu mieux résumer la situation.

C'est pourquoi nous sommes satisfaits de constater que le gouvernement fédéral s'est engagé à jouer un rôle de leader afin de renforcer l'union économique de notre pays. CGA-Canada le soutient depuis longtemps : le gouvernement doit assumer le leadership de cette importante mission, et nous nous attendons à ce qu'il le fasse. Nous avons exhorté tous les ordres de gouvernement à s'entendre pour créer un marché intérieur pleinement fonctionnel, efficace et libre.

Le gouvernement fédéral a la responsabilité constitutionnelle d'établir une union économique exempte d'obstacles au commerce et de réglementer le commerce intérieur. Par conséquent, nous croyons qu'il devrait établir, par le moyen d'une réglementation, un ensemble de principes favorisant la libéralisation du commerce intérieur et encourager les provinces et les territoires à faire de même. En outre, nous proposons que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent afin de s'assurer que tous les ordres de gouvernement acceptent sans réserve les conclusions des groupes spéciaux passés, actuels et futurs, notamment en améliorant le mécanisme de résolution des différends de l'Accord sur le commerce intérieur. CGA-Canada a uni ses efforts à ceux de sept autres organisations nationales pour demander une amélioration du commerce intérieur. Nous continuerons d'appuyer le travail de vos ministres pour atteindre cet objectif.

2. Réforme fiscale

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à présenter « un plan à long terme d'allègement général du fardeau fiscal des particuliers, des entreprises et des familles [...] ». Nous sommes conscients que le discours du Trône est en quelque sorte une ébauche et qu'à ce stade, il ne peut être exhaustif. Cependant, CGA-Canada et de nombreuses autres organisations attendent avec impatience de connaître les détails de *La mise à jour économique et financière* du ministre des Finances.

CGA-Canada aimerait profiter de sa vaste expérience et de ses compétences approfondies en fiscalité pour suggérer au gouvernement les mesures suivantes, dans le cadre de la préparation du plan à long terme d'allègement général du fardeau fiscal :

- nommer un groupe d'experts indépendants chargé d'effectuer un examen approfondi de la politique fiscale et du régime fiscal du Canada;
- ramener les impôts des particuliers et des sociétés à un taux concurrentiel sur le plan international;
- rendre le régime fiscal fédéral plus juste, plus simple et plus souple, afin d'attirer les investissements, stimuler la croissance de l'emploi et augmenter le revenu des contribuables.

Nous appuyons le vœu du gouvernement de réduire les impôts au-delà de ce qui était prévu. Les mesures qui ont été prises jusqu'à présent ne suffisent tout simplement pas. Nos taux d'imposition ne sont pas concurrentiels et le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises est excessif. Nous pouvons faire mieux. Avec un surplus de 14 milliards de dollars, nous avons les moyens de faire mieux.

Nous réitérons notre engagement à vous aider à réaliser vos objectifs en ce qui concerne votre plan à long terme d'allègement général du fardeau fiscal et vos projets d'amélioration du commerce interprovincial. C'est avec plaisir que CGA-Canada travaillera avec vous et vos ministres dans les dossiers d'intérêt mutuel, avec tous les moyens qui sont à sa disposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

[Original signé par :]

Le président et chef de la direction,

Anthony Ariganello, CPA (Delaware) FCGA

c. c. L'honorable Jim Flaherty, C. P., député, ministre des Finances
L'honorable Jim Prentice, C. P., député, ministre de l'Industrie
L'honorable Stéphane Dion, C. P., député, chef du Parti libéral du Canada
M. Gilles Duceppe, député, chef du Bloc Québécois
L'honorable Jack Layton, C. P., député, chef du Nouveau Parti Démocratique